

Experts-Comptables
Commissaires aux Comptes Associés

Sébastien GUILLAUME
Pascale DUCLERMORTIER
Aline MILLE
Perrine MOZET

Experts-Comptables Associés

Bastien JEANPIERRE
Stéphane MAYET
Iris REZARD

**Association de Gestion de l'Insertion
de la Communauté d'Agglomération
de CHALONS-EN-CHAMPAGNE
"A G I C A C"**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
16 bis Avenue du Maquis des Glières
51470 SAINT MEMMIE

SIRET : 440 129 898 00019

Exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Association de Gestion de l'Insertion
de la Communauté d'Agglomération
de CHALONS-EN-CHAMPAGNE**

"A G I C A C"

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

16 bis Avenue du Maquis des Glières
51470 SAINT MEMMIE

SIRET : 440 129 898 00019

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

I. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association de Gestion de l'Insertion de la Communauté d'Agglomération de Châlons-en-Champagne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous nous sommes attachés à :

- vérifier la correcte évaluation des aides aux postes concernant les contrats d'insertion, tant pour la part versée par l'Etat que pour celle versée par le Conseil Départemental ;
- vérifier la conformité des subventions comptabilisées avec les conventions concernées ;
- contrôler les opérations réalisées avec AGICAC EI et leur réciprocité.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 2 juillet 2025

FCN

Commissaire aux comptes



Aline MILLE

Associée

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES **DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

AGICAC

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	4 080	4 080	
		TOTAL	4 080	4 080	
	Immobilisations corporelles	Terrains Constructions Inst.techniques, mat.out.industriels Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	223 885 522 520	116 732 386 019	129 894 139 620
		TOTAL	746 406	502 752	1 430 270 944
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres			
		TOTAL	5 000	5 000	5 000
			5 000	5 000	5 000
	Total I				
			755 486	506 832	248 654 275 944
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres	108 603 255 639	108 603 255 639	59 882 248 735
		TOTAL	364 242	364 242	308 617
	Divers	Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	348 089 22 097	348 089 22 097	323 424 17 745
		TOTAL II	734 430	734 430	649 788
	Frais d'émission des emprunts III				
	Primes de remboursement des emprunts IV				
	Ecart de conversion Actif V				
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)				
			1 489 916	506 832	983 084 925 733
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	155 916	155 916
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	400 000	400 000
	Report à nouveau	151 853	184 960
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-1 094	-33 107
	Situation nette (sous-total)	706 676	707 770
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	28 078	35 067
	Provisions réglementées		
Total I		734 754	742 838
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	4 909	5 869
Total II		4 909	5 869
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	16 177	13 811
Total III		16 177	13 811
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 676	28 227
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	211 266	134 466
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	300	519
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		227 242	163 213
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		983 084	925 733
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	567 468	530 885
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	936 790	946 920
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	201 240	82 835
	Utilisations des fonds dédiés	959	880
	Autres produits	8	6
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 706 467	1 561 528
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	214 772	196 330
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	62 002	52 050
	Salaires et traitements	1 176 716	1 106 893
	Charges sociales	204 259	181 375
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	65 655	63 618
	Dotations aux provisions	2 365	3 112
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	7	5
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 725 781	1 603 387
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-19 314	-41 858



		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	5 237	2 404
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	5 237	2 404
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		5 237	2 404
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		-14 076	-39 453
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 023 12 749	606 7 326
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	13 773	7 932
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	475	1 499
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	475	1 499
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		13 298	6 433
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		316	87
Total des produits (I + III + V)		1 725 477	1 571 866
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 726 572	1 604 973
EXCÉDENT OU DÉFICIT		-1 094	-33 107
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

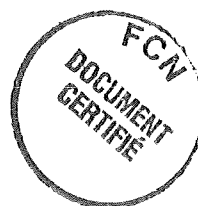
AGICAC

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2024



Table des matières

1	Objet social	4
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	5
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changements d'estimation	8
5.1.2	Corrections d'erreurs	8
5.2	Déroptions	8
5.3	Principales méthodes comptables	8
6	Informations relatives aux postes du bilan	9
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	10
6.2	Actif circulant	11
6.2.1	Précisions	11
6.3	Fonds propres	11
6.3.1	Tableau de variation des Fonds propres	11
6.3.2	Subventions d'investissement	14
6.4	Fonds dédiés	14
6.4.1	Fonds dédiés	14
6.5	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	15
6.5.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	16
6.5.2	Provisions pour risques	17
6.6	Dettes	17
6.6.1	Précisions sur les dettes	17
7	Informations relatives au Compte de résultat	18
7.1	Tableau des subventions et concours publics	18
7.2	Dons provenant de l'étranger « EAR »	19
7.3	Résultat exceptionnel	19
7.4	Honoraires des commissaires aux comptes	19
7.5	Contributions volontaires en nature	20
8	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	20
8.1	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	20
9	Informations relatives à l'effectif	21





1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« L'Association a pour objet de contribuer à favoriser, à Châlons en Champagne et dans sa Région, l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté par la conduite, seule ou en partenariat, d'actions appropriées : stages, actions de formation, gestion de contrats de travail, chantier-école, chantiers d'insertion, opérations expérimentales, etc ... »



2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

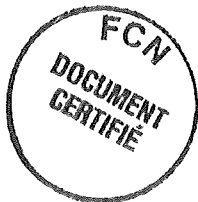
L'AGICAC est une Association Loi 1901, Structure d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE). Elle porte des Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI), outil d'accès à l'emploi permettant :

- Une mise en situation de travail, sous statut salarié (CDDI), de personnes éloignées de l'emploi qui ne peuvent accéder au marché du travail. C'est une action temporaire en vue d'une insertion sociale et professionnelle.
- Une approche de l'insertion professionnelle qui ne peut se réaliser sans une action sociale, et nécessite ainsi un encadrement à la fois technique, mais aussi pédagogique et socioprofessionnel.

La nature des activités, support des ateliers et chantiers d'Insertion, réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- 1 brigade bleue de préservation de l'environnement et nettoyage des berges et cours d'eau
- 1 brigade verte de nettoyage urbain
- 1 brigade blanche de nettoyage industriel

Ces activités ont lieu sur le périmètre géographique de la Communauté d'Agglomération de Châlons en Champagne.



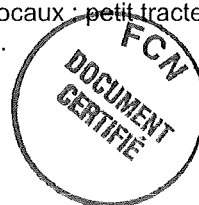
3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

Pour exercer ses missions, l'AGICAC dispose notamment :

- d'un bâtiment en location, aménagé par ses soins avec bureaux administratifs, vestiaires, hangar de stockages, ...
 - de matériels pour les entretiens d'espaces verts, cours d'eau et locaux : petit tracteur, tondeuses, débroussailleuses, tronçonneuses, tailles-haies, bateaux, aspirateurs,
 - de véhicules de transport et remorques,
 - de mobilier, matériel et logiciels de bureau
- Les matériels et véhicules sont renouvelés régulièrement.



— Ressources humaines

- Les personnes en Insertion sont salariées de l'AGICAC au travers d'un Contrat à durée Déterminée d'Insertion « CDDI » de 24 mois maximum, et de 26h par semaines. Le nombre maximum de postes d'Insertion agréés pour l'AGICAC est de 32.5 ETP.

- Pour encadrer ces salariés en Insertion, et assurer la direction, la coordination, l'accompagnement socio-professionnel, et la gestion administrative, l'AGICAC emploie en moyenne 11 salariés « permanents » en ETP.

Il est précisé que L'AGICAC a son siège dans les mêmes locaux que l'AGICAC EI, qui est une Association Entreprise d'Insertion, et partage avec celle-ci une partie des locaux, du personnel d'encadrement (Direction, Comptabilité, Conseillère en Insertion Professionnelle et Coordonnateur), et des coûts administratifs afférents. L'AGICAC refacture donc à l'AGICAC EI sa quote-part d'utilisation de ces moyens, estimée au titre de 2024 à 165 650.78 €, auxquels s'ajoutent des refacturations à l'euro près d'achats effectués en commun.

— Formation

- Chaque CDDI bénéficie d'un apprentissage de base technique dans le domaine correspond à chaque chantier d'insertion, estimé à 2 heures hebdomadaires, ce qui équivaut à plus 8 300 heures en moyenne par an.

- En plus, les CDDI bénéficie d'un accès à des formations qualifiantes et pré-qualifiantes, financées par l'OPCO ou dans le cadre du Programme Régional de Formation pour les Salariés en Insertion par l'Activité Economique (PRIAE)

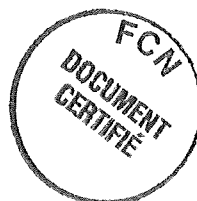
4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Rétrocession par l'AGICAC EI d'une partie de l'indemnité versée par ETS Chazelle, filiale de Suez pour la fermeture du site du 01/07/2023 au 31/01/2024 à hauteur de 26 000 € couvrant les frais de personnel supporté par AGICAC au cours de cette période, montant inscrit en transfert de charge de personnel.

4.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice



5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.



5.1.1 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.2 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

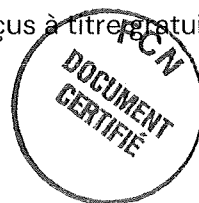
Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.



6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	11 222		7 142	4 080
Immobilisations corporelles	721 999	39 796	15 388	746 407
Immobilisations financières	5 000			5 000
Total	738 221	39 796	22 530	755 487

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements (b)	A	B	C	D
Rubriques (a)	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice (c)
Immobilisations incorporelles	11 222		7 142	4 080
Immobilisations corporelles	452 484	65 656	15 388	502 752
Immobilisations financières				
Total	463 706	65 656	22 530	506 832



6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations incorporelles	Linéaire	50%
Immobilisations corporelles	Linéaire	10 à 85.71 %
Immobilisations financières	N/A	
Total		

6.2 Actif circulant

6.2.1 Précisions

Tous les actifs circulants ont une échéance à moins d'un an.

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.



Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice		Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise – Apport AMI suite Scission	155 917								155 917
Réserve pour projet Associatif	200 000								200 000
Réserve pour Fonds de Roulement	200 000								200 000
Report à nouveau	184 961		-33 107						151 853
Excédent ou déficit de l'exercice									
« dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »									
Situation nette (sous-total)	740 878								707 770
Fonds propres (Dotations) consommables									
Subventions d'investissement	35 068						6 990		28 078
Provisions réglementées									
Total	775 945		-33 107				6 990		735 848



6.3.1.1 Réserves pour projet de l'entité

Le « projet de l'entité », est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

Les objectifs fixés peuvent être résumés ainsi

Intitulé des projets	Montant début de l'exercice	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice (consommation par affectation du résultat)	Diminution de l'exercice (consommation par investissement)	Montant fin exercice
Réserve pour projet Associatifs : Projet d'aménagement des nouveaux locaux et d'investissements matériels	200 000				200 000
Réserve pour fonds de roulement permettant de consolider la trésorerie en cas de versements tardifs des subventions ou paiements	200 000				200 000
Projet 3					



6.3.2 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

Notre entité a choisi de reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présenté au bilan

— Tableau des subventions d'investissements

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	59 055			59 055
Quotes-parts virées au résultat	- 23 987	- 6990		- 30 977
Montant net en fonds propres	35 068	- 6990		28 078

6.4 Fonds dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

L'Agicac a reçu de l'Office de Tourisme de Châlons un don destiné à l'achat du bateau faucardeur pour un montant de 3 775.20 €.

Cette somme est reportée au compte de résultat au fur et à mesure de l'amortissement des biens avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « Utilisations des fonds dédiés » dans les Produits au compte de résultat

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Don reçu par OT pour achat bateau faucardeur, remorque et barre de coupe	2 361				388	1 973	
Don reçu par la fondation du Crca du Nord Est pour l'achat d'un véhicule	3 508				571	2 937	
TOTAL	5 869				959	4 910	



6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

Éclairer
Entreprendre
Réussir

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges – Indemnité de départ à la retraite > cf point 6.5.1 ci- dessous	13 812	16 177	13 812	16 177
Total	13	16 177	13 812	16 177
	812			



6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Notre entité provisionne ses engagements de retraite dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Pas de calcul fait sur les salariés en CDDI. Calcul fait uniquement sur les autres salariés « permanents ».
- Age de départ à la retraite présumé : 64 ans
- Taux d'actualisation : 3.40 %
- Taux d'augmentation annuel des salaires : 1.50 %
- Taux de charges patronales cadres : 55 %
- Taux de charges patronales non-cadres : 38 %
- Application de la table de mortalité définitive 2018-2020
- Taux de turnover : 0 %

Éclairer
Entreprendre
Réussir

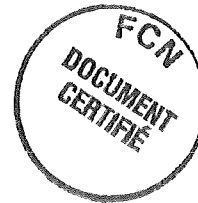
6.5.2 Provisions pour risques

En mai 2023, un ancien salarié de l'Association, victime d'un accident du travail en janvier 2018, a assigné l'AGICAC ACI devant le Tribunal Judiciaire en demandant 30 000 € d'indemnités de préjudice pour faute inexcusable, plus 5 000 € au titre de l'article 700. L'AGICAC n'a rien provisionné à ce titre car elle estime que le risque de reconnaissance de ce préjudice est faible.

6.6 Dettes

6.6.1 Précisions sur les dettes

Toutes les dettes ont une échéance à moins d'un an.



7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Tableau des subventions et concours publics

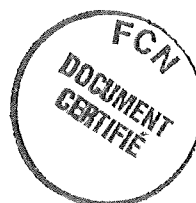
Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Aides aux postes CDDI - Socle		565 729			
Aides aux postes CDDI - Modulation		47 434			
Subvention CG51			30 000		
Subvention FSE	133 044				
Aides RSA CDDI			160 583		
Subvention FDI					



7.2 Dons provenant de l'étranger « EAR »

Afin de renforcer le contrôle des financements en provenance de l'étranger, la loi 2021-1109 du 24/08/2021, confortant le respect des principes de la République (CRPR), introduit une nouvelle obligation comptable, avec une entrée en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er/01/2023 : l'établissement d'un état sur les dons provenant de l'étranger, selon le modèle prescrit par l'art. 434-4 du règlement ANC 2018-06 modifié.

Il faut entendre par « dons » tous versements en numéraire ou consentis en nature, donc subventions, dons....



7.3 Résultat exceptionnel

Dans le résultat exceptionnel figure notamment :

- Pour 6 990 € : la quote-part de subvention rapportée au résultat

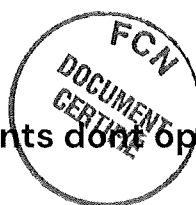
7.4 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC 1	CAC 2
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	6 168 €	
Au titre d'autres prestations		
Honoraires totaux	6 168 €	

7.5 Contributions volontaires en nature

Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Notre entité n'a pas recensé les contributions volontaires en nature sur 2024, car elle estime qu'elles sont peu significatives.



8 Autres informations et engagements des opérations et engagements envers les dirigeants

8.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

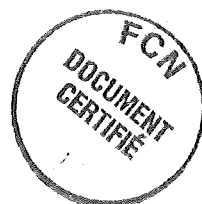
Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, l'association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés (1)

(1) « sont considérés comme ayant la qualité de cadre dirigeant les cadres auxquels sont confiés des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps, qui sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome et qui perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués dans l'entreprise ou l'établissement » (art. L212-15-1 du code du travail)

Pour répondre à ces dispositions, l'association précise qu'elle n'a pas recensé parmi ses cadres salariés de cadres dirigeants.

Elle indique, que des indemnités, soumises à charges sociales, ont été versées en 2024 aux administrateurs :

- Mme Drouin, la présidente : 7 600 € bruts / 3 406 € de charges patronales
 - M Foggéa, le trésorier : 7 600 € bruts / 3 406 € de charges patronales
- en sus des remboursements sur justificatifs de leur frais de déplacements.



9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	1
Agents de maîtrise -Techniciens - Employés	11
CDDI	35
Total	47